



**Mardi 2 octobre 2012** a eu lieu la journée régionale pour la défense du lait de nos vaches dans les Alpes.

Monsieur André PINATEL, président de la chambre régionale d'agriculture déclare que le développement du Bio et la mise en place de labels de qualité sont des pistes actuelles de recherche pour garantir la pérennité des exploitations agricoles d'élevage bovin des Alpes de Haute Provence. Nous nous réjouissons d'une telle prise parole qui marque (enfin) une rupture timide des instances officielles dans le soutien de politiques productivistes dans un modèle d'agriculture industrielle.

**C'est l'occasion pour nous de rappeler les enjeux dans notre territoire du maintien et de la promotion d'une agriculture paysanne bio.**

Au regard des **enjeux environnementaux, sanitaires et économiques**, nous rappelons l'urgence d'adopter des politiques **de développement des filières bio et locales**.

Faire le choix du bio-local c'est non seulement permettre aux agriculteurs des Alpes de Haute Provence de vivre de leurs productions mais aussi maintenir un équilibre agro-sylvo-pastoral dont dépend notre santé mais également notre économie au travers du tourisme.

Ces choix de mode de production agricole doivent être soutenus par les politiques locales pour contribuer à la structuration de la filière notamment avec la mise en place de filières courtes et bio à destination des repas servis dans nos crèches et établissements scolaires.

L'approvisionnement de nos cantines en bio-local peut constituer à la fois un marché pour nos producteurs et une aubaine pour nos enfants, dont les habitudes alimentaires se construisent au plus jeune âge.

Malgré le choix fait par la commune de Manosque de sacrifier les terres agricoles de Champrunier au profit d'un projet d'aménagement d'une zone commerciale, soulignons que le SCOT (val de Durance) va dans la bonne direction en tentant de préserver un peu de l'urbanisme les terres agricoles de la Durance (sauf entre Manosque et Ste Tulle).

Les orientations du SCOT doivent s'accompagner d'un engagement des collectivités territoriales pour faciliter l'installation de jeunes agriculteurs.

Enfin, tordons le cou à quelques idées reçues :

- Oui l'agriculture biologique peut répondre aux besoins en alimentation de la population mondiale.

Cela demande évidemment une refonte totale de nos systèmes actuels basés sur une agriculture d'exportation menée au détriment des espaces naturels, des ressources en eau et des besoins alimentaires des populations locales.



- Non le bio n'est pas plus cher.

Ce sont les denrées issues de l'agrochimie qui sont les plus chères à la production. Leur prix de détail est baissé artificiellement par un arsenal de subventions à l'échelle des pays industrialisés.

Il faut également ajouter à ce coût, celui du traitement des eaux potables. En effet, l'agriculture est à l'origine d'importantes pollutions des nappes phréatiques par exemple, en haute Provence, avec l'Atrazine issue de la culture des lavandes).

- Oui le bio est bon pour la santé

La toxicité des pesticides présents dans l'alimentation issue de l'agriculture industrielle a désormais été mise en évidence par la recherche médicale. De plus, l'agriculture bio dans nos assiettes dès l'enfance constitue un outil d'éducation alimentaire et de prévention efficace.

- Oui le bio est bon pour l'emploi

Les exploitations en agriculture biologique emploient en moyenne 20 à 30 % de main d'œuvre supplémentaire à l'hectare, relativement aux mêmes exploitations en agriculture industrielle. Ces emplois supplémentaires bénéficient à l'ensemble de la société, et en particulier aux territoires ruraux.

Et pour les bio-sceptiques, il existe un petit guide amusant sur le site : [www.corabio.org](http://www.corabio.org)

Marc Baratelli, Catherine Berthonneche et Fabien Veyret  
pour le groupe local EELV de Manosque

Manosque, le 6 octobre 2012